

Le champ du contrôle



Un recueil de textes contre le génie génétique
et la domination

Contenu

Comme un fleuve en crue	2-9
<i>Au-delà des OGM... ce que nous voyons comme le fond du problème</i>	
La petite histoire d'un programme de recherche	10-23
<i>ou - De la fabrication du consentement en démocratie directe</i>	
Protected site – une forteresse aux abords de Zurich	24-29
Des blouses blanches et de leur neutralité	30-33
Les OGM et les autres...	34-39
De la résistance aux OGM à l'insurrection sociale contre la domination	40-42
Bibliographie	43-44



Comme un fleuve en crue

Au-delà des OGM... ce que nous voyons comme le fond du problème

En avril 2014 a débuté un nouvel essai de plantes génétiquement manipulées à la station de recherche d'Agroscope à Reckenholz (ZH). Cette expérimentation vise, une fois de plus, à tester des variétés de blé trafiquées afin de les rendre résistantes à l'oïdium des céréales (*Blumeria graminis*), un champignon pathogène.



Ces dernières années, la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) a constitué dans toute l'Europe un temps fort des mouvements écologistes. La diversité des méthodes de lutte, reflet de la diversité des analyses en présence, a su trouver un terrain commun sur lequel se tresser. Marches, cortèges et piquets, sabotages et attaques contre les cultures, les centres de recherche et les entreprises impliquées, ont obtenu des résultats importants, comme l'abandon des cultures expérimentales dans plusieurs endroits d'Europe, les multinationales ne voulant plus se risquer à y investir.

Ces méthodes de lutte constituent des expressions diverses d'un combat commun contre ceux qui, aujourd'hui encore, continuent à développer des technologies dont le but est de réduire l'autonomie tant collective qu'individuelle, que ce soit dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs.

Cette nouvelle expérimentation dans la campagne zurichoise a débuté dans un climat d'absolue tranquillité pour ses promoteurs et s'est accompagnée d'un silence presque complet de la part des personnes qui s'y opposent. On peut supposer que cette acceptation quasi totale repose sur le fait que derrière cette nouvelle expérience ne se cachent pas les méchantes multinationales à abattre, mais deux institutions charnières de l'idéologie démocratique actuelle: l'Université et la Recherche scientifique. Ce n'est pas un hasard si le moratoire tant soutenu par les associations legalistes qui voudraient interdire les OGM en Suisse, prévoit justement comme

exception la possibilité de mener des cultures transgéniques à des fins scientifiques. En d'autres termes, prétendre stopper les OGM en permettant leur développement scientifique.

On sait à quel point la technocratie est influente dans l'idéologie d'aujourd'hui: les avis de prétendus experts « neutres » dominent les débats politiques et les décisions. Une fois de plus, une lutte contre une nuisance qui nous menace toutes et tous pour le profit d'une petite minorité, se heurte précisément à ce système politique soi-disant « démocratique », qui se révèle ainsi pour ce qu'il est réellement, un instrument du pouvoir, une arme du capitalisme.

A notre avis, les OGM sont dangereux quelle que soit leur forme: dans les champs (qu'ils soient cultivés comme fourrage pour les victimes de l'industrie de la viande, ou, comme à Reckenholz, pour tester le résultat d'un nouveau croisement transgénique), comme dans les laboratoires (qu'ils visent des innovations agricoles ou pharmaceutiques). Mais les OGM sont surtout nocifs du fait qu'ils sont le fruit de ce système technologique et scientifique mortifère, et lui font office de sésame pour se renouveler et perpétuer l'exploitation et le saccage environnemental et social en cours.

Le mythe scientifique

La société dans laquelle nous vivons se distingue par le niveau de développement technologique et scientifique qu'elle a su atteindre et par les transformations (pour ne pas dire chamboulements) que ce développement a entraîné, remodelant tout ce qui l'entoure selon ses besoins. De l'environnement dans lequel nous vivons à la nourriture que nous mangeons, de la façon dont nous nous déplaçons à la manière dont nous entretenons des relations, de ce que nous considérons comme des besoins jusqu'à nos aspirations pour l'avenir, tout est aujourd'hui défini, dicté et modelé par et pour le développement technoscientifique qui a envahi notre quotidien.

La « scientificité » est un des caractères les plus fondamentaux de la culture occidentale. La science, du fait de l'énorme progrès atteint au cours du siècle passé, est continuellement célébrée et élevée à la « condition sine qua non » de la société contemporaine. De la naissance des Lumières jusqu'à aujourd'hui, la science a prétendu démanteler les vieilles superstitions pour fonder une vérité éprouvée, pensant ainsi libérer l'humanité entière du joug des croyances religieuses. Toutes les institutions qui forment aujourd'hui les Etats-nations sont issues de cette idéologie qui a forgé l'occident.

En réalité, la « révolution scientifique » a juste abouti à un transfert: le règne de la bourgeoisie capitaliste s'est substitué à celui de Dieu, tandis que la foi en l'évangile comme promesse du paradis dans l'au-delà a été remplacée par la foi absolue dans

le progrès scientifique comme condition pour atteindre immédiatement un bien-être matériel paradisiaque.

Paradoxalement, au lieu de s'affaiblir face à la facture environnementale patente du développement industriel, cette foi dans le progrès scientifique continue à se renforcer, exactement comme les superstitions religieuses se renforcent dans les moments de désespoir. Ainsi, à la façon dont on invoquait autrefois des saints en tous genres en période de famine, on invoque aujourd'hui la recherche scientifique comme bouée de sauvetage face à la catastrophe écologique qui menace. On ne réalise pas que ce qui nous a amenés à cette situation, ce n'est pas tant le délire industriel en tant que progrès raté ou immature, mais la prétention de la société occidentale à contrôler le vivant et les éléments naturels pour les soumettre aux nécessités d'une économie mercantile dévastatrice – tant en termes environnementaux que sociaux.

Cette croyance (selon laquelle la solution serait toujours le progrès quand bien même c'est justement lui qui nous a conduit à la situation actuelle) s'appuie sur la conception selon laquelle le progrès scientifique serait quelque chose de neutre. Nous faisons la distinction entre le progrès passé, celui de la société industrielle, jalonné de cheminées fumantes et de produits chimiques toxiques (= mauvais), et le progrès « green-tech », fait de panneaux solaires et de produits biodégradables (= bon). Mais la distinction entre « bon » et « mauvais » que nous attribuons à des moments différents du même processus technoscientifique, n'est rien d'autre qu'une projection de nos attentes et sentiments envers une seule et même chose, selon que nous y voyons une possibilité de gain ou une menace.

En résulte la perte de notre capacité à considérer le progrès scientifique et technologique pour ce qu'il est : l'expression d'une domination. La recherche scientifique ne peut pas être neutre, pour la simple et bonne raison qu'elle naît et prend forme à l'intérieur des valeurs capitalistes qui dominent la société. Une fois adoptées au quotidien, ses applications technologiques vont ancrer encore davantage la domination dans le système actuel, même si elles semblent offrir une solution par le biais de productions « moins pires » que les précédentes.

Nous pensons que laisser la recherche scientifique continuer à explorer les applications possibles de la technologie transgénique ou ses répercussions sur la santé, n'a rien à voir avec une soi-disant objectivité de la connaissance scientifique. Au contraire, cela signifie laisser la voie grande ouverte au développement continu de ces technologies mortifères sous prétexte qu'elles seraient inéluctables. Ce caractère inéluctable est donné non par une tendance naturelle ou « instinctive » de l'être humain vers le progrès, mais par l'acceptation passive du status quo et du pouvoir détenu par les lobbies industriels, ce qui exclut dès le départ la possibilité de lutter pour stopper la diffusion des OGM.

Cultiver les nuisances



Le but annoncé de la nouvelle expérimentation lancée à Reckenholz est d'obtenir des connaissances supplémentaires sur la génétique des plantes. Les chercheurs ont « créé » une nouvelle variété de blé OGM résistant à l'oïdium, et ils s'attendent à obtenir ces connaissances via la culture et l'étude de cette nouvelle variété. Ce-

pendant, du moment qu'ils investissent des millions de francs dans le développement d'une nouvelle variété de blé OGM, il est fort probable qu'ils chercheront ensuite à l'imposer dans les campagnes cultivées, en Suisse comme à l'étranger.

Le comble est que l'oïdium ne constitue pas un problème notoire dans la culture du blé. Il existe d'ailleurs déjà des variétés de blé présentant une bonne résistance à ce champignon. Ce qu'on cherche à résoudre avec cette nouvelle variété, ce sont les dommages que l'oïdium provoque chaque année aux cultures intensives. S'attaquer aux dangers des OGM sans s'attaquer à la catastrophe que constitue l'ensemble de l'agriculture intensive moderne, revient à appréhender le problème de façon partielle, en le déconnectant du contexte d'où il émerge.

Même si la production agricole s'offre à nos yeux dans les campagnes et qu'on en consomme tous les jours les produits, il n'est pas si facile de l'appréhender pour ce qu'elle est en substance. Comme tant d'autres aspects du monde dans lequel nous vivons, elle est bien éloignée de la vie quotidienne de la majorité des gens; ses structures, ses processus et ses dynamiques sont difficiles à saisir avec une vue globale. Il suffit de penser à la façon dont l'imaginaire commun associe l'agriculture à un « secteur primaire », saupoudré de romantisme à des fins de marketing. Aujourd'hui encore, l'agriculture véhicule des images de paysage rural, de rythmes ancestraux et de cycles naturels, constituant le lien principal, voire ultime, entre l'être humain et la nature. Ce n'est pas un hasard si cette image trompeuse est entretenue par les médias et le marketing, et présentée comme contrepoids à la dégradation industrielle des périphéries.

Actuellement, ce qu'on cultive dans les champs a de moins en moins à voir avec de la nourriture. Là où l'industrialisation de l'agriculture est aboutie (comme en Argen-

tine), ce sont des investisseurs qui possèdent la terre, des sociétés tierces qui sèment, d'autres qui appliquent les traitements chimiques et d'autres encore qui s'occupent de la récolte.

Dans ce système, le résultat visé est juste la production d'une marchandise, étiquetée « aliment » et destinée à générer du profit. Dans les pays à capitalisme avancé, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, les agriculteur-trices ont été soit séduit-es soit contraint-es à renoncer à leur indépendance, et l'industrie s'est de plus en plus imposée comme intermédiaire pour fournir de la nourriture à la collectivité. La productivité a été boostée à renforts de tracteurs et produits chimiques de synthèse, ne laissant presque plus personne dans les champs et les fermes. Le système de distribution composé de supermarchés et de discounts, rendant impossible une interaction entre nous et ceux/celles qui produisent la nourriture que nous consommons compulsivement, est devenu quasiment incontournable.

Pour faire de la « marchandise nourriture » une matière première disponible pour la transformation et la distribution industrielles, l'industrie a imposé une standardisation totale de la production alimentaire: universalité du goût et de l'apparence, calibrage, déconnexion des saisons et longue conservation, universalité géographique et transportabilité. Et concernant les semences: distinction, homogénéité et stabilité. Les semences anciennes ou locales qui ne répondent pas à ces critères, bien que ne nécessitant pas de cultures chimiquement assistées, ne sont pas admises à figurer dans les catalogues officiels des espèces et variétés, condition imposée par les États pour pouvoir être commercialisées.



Dans ce processus de plus en plus dictatorial d'industrialisation de l'agriculture, les OGM jouent le rôle clé d'empêcher les paysans de produire et semer leurs propres graines. En effet, ils offrent non seulement la possibilité de simplifier davantage l'agriculture intensive en réduisant théoriquement le nombre de traitements à appliquer (du fait que les OGM sont soit les seules plantes résistant aux herbicides, soit qu'elles produisent elles-mêmes de l'insecticide dans leurs propres cellules), mais surtout leur génome conçu par des ingénieurs est considéré dans le système légal capitaliste comme « propriété intellectuelle » des détenteurs des brevets. Ce qui signifie que si des paysan-nes ressemblent une partie de leur récolte comme cela se pratique depuis les origines de l'agriculture, elles sont considéré-es comme criminel-les s'elles ne paient pas des royalties aux entreprises semencières. Comme les semences OGM sont susceptibles d'être transportées par le vent, par des animaux ou des personnes, provoquant une contamination d'autres champs ou herbes sauvages (p.ex. par croisement), la production de nourriture sans OGM est menacée. Ainsi des cultivateur-trices non OGM, en Amérique du Nord, au Brésil et ailleurs, sont attaqué-es par les multinationales sous prétexte que des plantes contenant des gènes brevetés ont été semées sans s'acquitter des royalties subséquents.

Ce projet des compagnies semencières, amorcé avec les semences hybrides¹ et triomphant aujourd'hui avec les OGM, est de contrôler la reproduction – et d'en tirer du profit – en la séparant de la production.

Les OGM ont une histoire fortement liée aux pesticides et à l'industrie chimique. Le brevet de Monsanto sur l'herbicide total Roundup est échu aux États-Unis en 2002, et cette compagnie a introduit les OGM sur le marché quelques années auparavant (1995) de façon à rester maître du marché du Roundup et l'élargir, en commercialisant leurs semences Roundup Ready modifiées pour être les uniques plantes à survivre et donc à pouvoir être vendues en association avec le Roundup. Les autres OGM introduits jusqu'à présent par Monsanto, Syngenta, Pioneer, Dow et quelques autres sont principalement des plantes qui produisent de l'insecticide directement dans leurs tissus (maïs bt, coton bt, etc.). En s'assurant que les autorités acceptent les nouveaux OGM pesticides comme s'il s'agissait de semences ordinaires (« équivalence substantielle ») sans tests particuliers, les entreprises chimiques peuvent réduire drastiquement les coûts pour l'autorisation de nouveaux pesticides. Il est révélateur de constater que les années 2000 ont vu une restructuration générale de l'industrie chimique, avec l'émergence de nouvelles compagnies et la séparation des secteurs agrochimiques (duquel Syngenta est justement un produit) et l'acquisition de nombreuses entreprises semencières (Monsanto est aujourd'hui le leader mondial des semences). Globalement, l'industrie alimentaire s'est dramatiquement

¹ Voir définition p.34

concentrée ces dernières décennies. Cette restructuration des principales compagnies chimiques peut être comprise comme une adaptation à l'arrivée des biotechnologies dans l'agrobusiness, afin d'exploiter les opportunités croissantes que celles-ci offrent de prendre le contrôle des semences et plus largement du secteur alimentaire. (La tentative de Monsanto à partir de 2005 d'imposer un brevet sur ses méthodes d'hybridation des cochons constitue un autre exemple).

Voici donc comment les OGM naissent et se développent au sein et au service d'une agriculture industrielle (chimique et maintenant biotech) dont la nocivité écologique et sociale est flagrante. La perte d'autonomie – causée par l'industrialisation, la globalisation des marchés et l'appropriation massive des terres par le capitalisme – pousse les agriculteurs au suicide ou à l'exode rural, provoque de grandes famines et rencontre dans le monde entier la résistance des petit-es agriculteur-trices.

Il est clair que les importants investissements que les multinationales et les États continuent à engager dans la recherche biotech dans les domaines zootechnique et agricole n'ont certainement pas pour but d'améliorer notre alimentation ou de lutter contre la faim dans le monde. Au contraire, les OGM sont un élément crucial pour le contrôle industriel de la production agricole, qui constitue elle-même un important enjeu géopolitique. Que l'on songe à quel point le contrôle des ressources alimentaires peut devenir une arme puissante...

Détruire le vivant en l'artificialisant

La domestication du vivant par l'ingénierie, poursuivie par la recherche nano-, bio- et neuroscientifique, semble comme un fleuve en crue impossible à arrêter. Les intérêts en jeu sont gigantesques, tant pour le secteur de la recherche que pour les multinationales, et plus largement pour tout le secteur industriel et productif. Le développement de ces recherches est unanimement considéré d'une importance capitale pour relancer une économie en crise. De par les promesses qu'il fait miroiter en termes sociaux (des nouveaux traitements médicaux aux applications sécuritaires), il est également considéré comme indispensable pour résoudre ces « maux séculaires » qui affligent la société, en cherchant des solutions techniques plutôt que de les affronter à la racine. Et plus ces solutions miracles se rapprochent, plus s'accroît l'écart entre qui vit dans le bien-être et qui meurt dans la misère. Comme toujours, la priorité de ceux qui détiennent le pouvoir est de chercher à maintenir leur domination.

Les OGM sont une des pierres angulaires de cette course à l'artificialisation de la vie. Ils sont les pionniers d'un développement visant le contrôle des processus biologiques du vivant par la convergence de la biologie et de l'ingénierie moléculaire. Le « génie » génétique soumet plantes, animaux et êtres humains à une dissection de leur être. Ceux-ci ne sont alors plus considérés dans leur totalité, mais uniquement

comme un ensemble de pièces librement assemblables et modifiables. À travers les lunettes des biotechnologies, nous devenons des objets de recherche scientifique et, par extension, une matière première dans la production de nouvelles marchandises à disposition des multinationales de l'agro-business et de la chimie pharmaceutique. Dans leurs labos, les chercheurs domestiquent tout, des micro-organismes aux plantes et aux animaux, jusqu'à ce qu'ils aient dressé la carte génétique d'écosystèmes entiers à l'aide de technologies informatiques toujours plus puissantes, instrument clé du bond en avant qu'ont fait ces dernières décennies les biotechnologies (aux côtés des autres sciences convergeant vers l'artificialisation du vivant, les nanotechnologies et les sciences cognitives). Une fois dressée, cette cartographie n'est pas destinée à rester de la science pure, mais à devenir une sorte de base de données dans laquelle les gouvernements et les entreprises pourront librement puiser pour leurs propres intérêts et leurs propres profits.

Avec la recherche transgénique sur les plantes, la science a lancé une voie de développement technoscientifique qui aboutit aujourd'hui à la convergence entre des sciences qui étudient des champs différents mais se rejoignent dans l'ambition de surpasser les barrières naturelles, pour pouvoir maîtriser et modifier l'ensemble de l'existant. Être finalement capables de ne plus devoir adapter la société à la nature, mais de plier la nature aux exigences du système productif capitaliste.

Le développement de la société contemporaine, qui se reproduit et se restructure grâce à l'introduction continue de nouvelles technologies, devient totalisant du fait que le critère d'inclusion ou d'exclusion est précisément la participation à la technologie elle-même.

Toute coexistence avec les OGM est donc impossible, que ce soit de par l'impossibilité pratique d'éviter la pollution génétique (consciemment utilisée comme arme par les multinationales engagées dans les OGM), ou par le caractère totalisant de cet ensemble de technologies convergentes qui saura à terme s'imposer comme incontournable.

L'expérimentation en cours à la station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon n'est donc pas une simple recherche ayant pour but d'approfondir la connaissance sur la modification génétique des plantes, comme voudraient le faire croire les chercheurs de l'université de Zurich. Non, c'est une étape parmi tant d'autres d'un progrès nuisible où c'est la totalité du vivant qui est attaquée et qui capitule petit à petit et sans grands signaux de détresse. D'où la nécessité de stopper cette nouvelle expérimentation. <

Infos sur le nouveau site de recherche à Reckenholz :

<http://www.agroscope.admin.ch/biosicherheit/06948/index.html?lang=fr>

La petite histoire d'un programme de recherche

ou - De la fabrication du consentement en démocratie directe

« Comme il s'agit de végétaux, on conclura avec le professeur Zehnder, nous accordant à croire qu'il est important de créer en Suisse un climat où la science peut fleurir. »

Raymond Gremaud, Entreprise Romande N° 2862, 14 octobre 2005

« Il s'agit de faire désirer des OGM (les « bons », bien sûr) comme on a su faire désirer tout le reste : comme avec le nucléaire, en créant les conditions qui rendent impossible tout retour en arrière. »

Quelques ennemis du meilleur des mondes, OGM : fin de partie, 2004

Il était une fois un petit État riche au centre de l'Europe qui n'avait ni mines ni colonies, ainsi que très peu d'industrie lourde, et qui s'était spécialisé dans les activités à haute valeur ajoutée. Les banques et les avantages fiscaux permettaient d'attirer de l'argent des autres États riches, et des secteurs hautement technologiques, comme l'horlogerie, certaines machines, la chimie et la pharmacie constituaient une industrie d'exportation très profitable. Comme ces secteurs étaient très dépendants d'une innovation constante, la recherche scientifique était dotée de moyens très importants et était, plus encore qu'ailleurs, une poule aux œufs d'or que nul ne pouvait critiquer sans être accusé de mettre en péril l'économie du pays.

Cet État, appelons-le la Suisse, avait aussi cette particularité que les citoyen-nes avaient le droit d'aiguiser ou d'émousser le glaive de la Loi, par des initiatives ou des référendums populaires. On appelait ça la démocratie directe. Oh, bien sûr, cela n'était pas facile et nécessitait une organisation de masse pour recueillir des dizaines de milliers de signatures, et surtout il fallait avoir beaucoup d'argent pour mener une bataille publique afin de gagner en votation. Ce qui fait que généralement les

puissants parvenaient à imposer leurs vues dans les esprits, en tous cas suffisamment pour ne pas trop déranger l'ordre établi. Mais le simple fait qu'on leur offre le droit de changer les choses, même si on ne leur en offrait pas les moyens, faisait oublier aux citoyen-nes que tout État existe pour contraindre la population à la servitude. En fait, cela renforçait même leur servitude et l'ordre établi. Ainsi, conforté-es par la prospérité du pays dont illes profitaient, illes pensaient vivre dans la meilleure démocratie possible.

Comme dans les autres pays industrialisés, la majorité de la population avait été poussée à se séparer de la terre, et il ne restait que très peu de paysan-nes. Celles et ceux qui restaient avaient donc la tâche de nourrir les autres habitant-es avec peu de bras, c'est pourquoi on leur fournit des machines et des produits chimiques de plus en plus puissants. C'est ce qu'on appelait une idéologie productiviste, produire toujours plus avec toujours moins, et toute la société baignait dans cette idéologie. Dans d'autres pays, il existait une conscience plus large que tout le monde vit de la terre. Et les communautés humaines s'y opposaient fortement à ce que le rapport à la terre, qui était leur fondement même, soit détruit. En Suisse, malgré qu'il n'y avait pas une résistance aussi forte, le malaise était profond, mais l'État avait mis en place un système efficace de contrôle des paysan-nes.

D'un côté la nourriture n'avait que peu de valeur économique, et les paysan-nes ne pouvaient pas vivre de leur production sans l'aide de l'État. A l'époque où se déroule cette histoire, cette aide était appelée les « paiements directs ». De l'autre côté, un ensemble de lois, de règles et de normes étaient posées comme conditions pour toucher les



paiements directs. Grâce à ces contraintes, l'État pouvait faire évoluer l'agriculture comme bon lui semblait, pour peu que les citoyen-nes donnent leur consentement, passivement, ou alors activement lorsque survenait une votation. Malgré quelques débats difficiles, l'État maintenait le cap et parvenait, certes un peu plus lentement qu'ailleurs, à industrialiser l'agriculture et réduire encore le nombre de fermes.

A la fin du vingtième siècle, la recherche scientifique avait permis de commencer à modifier directement le code génétique des êtres vivants grâce à des travaux de labo-

ratoire, c'est ce qu'on a appelé le génie génétique. Les chercheurs utilisaient le terme de génie, peut-être parce qu'ils se trouvaient géniaux, sûrement aussi parce qu'ils aimaient l'idée que le vivant soit conçu par des ingénieurs. Jusque là les ingénieurs concevaient les machines et les constructions, des choses qui n'avaient pas vocation à être autonomes. Avec le génie génétique et de nombreuses autres innovations, dans le même temps qu'on pouvait rendre des machines plus autonomes pour remplacer les êtres vivants, on commençait à pouvoir concevoir des êtres vivants, auparavant autonomes, comme des machines. Dès lors il semblait logique de considérer les semences comme des logiciels du vivant, par analogie avec les logiciels d'une machine informatique, et d'octroyer aux entreprises qui les produisaient des droits de propriété intellectuelle, dont les agriculteur-trices devraient acquérir une licence d'exploitation pour pouvoir exercer leur métier.

De nombreuses personnes s'inquiétaient de ces évolutions, soit parce que ces dernières s'opposaient d'une manière ou d'une autre à leur appréciation de la vie, soit parce qu'elles les trouvaient dangereuses. Un des domaines où ces innovations ouvraient de fâcheuses perspectives était l'agriculture, mais il y avait aussi la reproduction humaine, les techniques de guerre et diverses productions industrielles qui pouvaient être concernées. En l'an 1998, les Suisses-ses bénéficiant du droit de vote furent invité-es par des opposant-es au génie génétique à interdire ce dernier, y compris la recherche. Il y eut assez de personnes convaincues pour signer l'initiative, mais lors de la votation davantage de votant-es se laissèrent convaincre que cette initiative était extrême et menaçait l'économie du pays, et la rejetèrent massivement. Ainsi fonctionnait la démocratie suisse. La recherche était sacrée, et le lien entre la recherche et la prospérité pouvait être utilisé facilement pour effrayer sur les conséquences d'une interdiction.



Sept ans plus tard survint le vrai début de notre histoire. Une nouvelle coalition d'opposant-es au génie génétique tenta une fois de plus d'amener les citoyen-nés aux urnes, notamment parce que depuis la première votation l'État avait conçu une loi sur le génie génétique qui autorisait la culture de plantes et l'importation de semences et d'aliments issus du génie génétique. Ces plantes étaient appelées OGM, un terme technique qui expliquait mal que ces plantes étaient en fait protégées par des brevets, qu'elles n'avaient aucune diversité génétique, et qu'elles étaient soit associées à des pesticides soit elles-mêmes productrices de pesticides. Et donc qu'elles approfondissaient le contrôle sur le vivant et l'industrialisation de l'agriculture. Les opposant-es firent cette fois-ci un calcul différent, et choisirent de ne pas attaquer la recherche et de bien le faire savoir. C'est sur un moratoire spécifique, une suspension temporaire du droit à cultiver et vendre ces clones pesticides brevetés, ces OGM, que les votant-e-s furent appelé-es à se prononcer. Cette fois-ci, le texte fut approuvé en votation populaire. Notons bien qu'en défendant la recherche, les initiant-es avaient renoncé à s'opposer fondamentalement au génie génétique, ce qui leur avait permis de faire d'autres alliances – une centaine de députés au niveau national – et d'être mieux écouté-es. Mais l'histoire montrera aussi d'autres conséquences de ce choix.

Le gouvernement était contrarié, car ses projets productivistes étaient potentiellement freinés. Les scientifiques aussi, car la foi dans le progrès sur laquelle illes surfaient pour être financé-es était mise en doute. 170 d'entre eux avaient déjà signé un manifeste contre l'initiative, avant la votation. Pour les entreprises multinationales de l'agrobusiness, qui exigeaient de pouvoir vendre ce qu'elles voulaient, où elles le voulaient, quand elles le voulaient, cette première votation populaire au monde sur cette question était une mauvaise nouvelle. Bref, ce timide moratoire dérangeait. Mais qu'à cela ne tienne, une voie intéressante s'offrait à tout ce beau monde. Le moratoire appelait pendant cinq ans la recherche à déterminer si les avantages du génie génétique surpassaient les risques. Comme on l'a vu, les raisons de s'opposer au génie génétique étaient diverses, et les plus fondamentales ne seraient aucunement résolues par des expertises techniques et des pesées entre les risques et certains intérêts. Mais c'étaient bien les opposant-es ayant mené la campagne de votation qui avaient écarté les oppositions fondamentales du débat public. Par calcul politique.

C'est alors que le gouvernement lança un programme national de recherche dénommé « Utilité et risques de la dissémination de plantes génétiquement modifiées (PNR59) », doté de nombreux volets dans lesquels étaient impliqués divers instituts publics ou privés. Le but affiché était de répondre aux interrogations du public et des décideurs, en vue d'autoriser ou non la culture et la vente des dits OGM lors de la fin du moratoire. En prétendant aborder tous les aspects de la question – agricoles, écologiques, économiques, juridiques, sociaux... – ce programme promettait d'être objectif. Mais il suffisait de lire l'énoncé des recherches, et plus tard les publications

officielles en cours de recherche, pour découvrir la supercherie. En fait, pour un esprit avisé, ce vaste programme se résumait à trois buts : 1. faire plier l'opinion des citoyens-consommateurs, jusqu'ici hostile aux OGM, utilisant le système démocratique suisse comme laboratoire politique ; 2. préparer l'introduction des OGM dans l'agriculture suisse ; 3. légitimer et donner des moyens à la recherche.

L'utilisation de la Suisse comme laboratoire politique était bien illustrée par le choix des experts étrangers invités au comité du PNR59. Un consultant anglais, pro-OGM notoire, coordinateur du projet européen « Introduction Durable des Plantes Génétiquement Modifiées dans l'Agriculture Européenne » ; un professeur danois de marketing, spécialiste de la psychologie des consommateurs et de la communication des entreprises, auteur d'une étude sur les OGM en Europe visant à « évaluer les barrières potentielles dans le domaine de l'acceptation des consommateurs et de suggérer des voies pour les surmonter » ; un professeur belge d'économie agricole, expert de l'influence de la communication sur l'acceptation du public et les ventes de produits alimentaires ; un professeur de biologie anglais, député et expert officiel qui s'était d'abord posé en opposant, puis avait accompagné une acceptation des OGM de type « oui, mais » une fois qu'il était devenu un interlocuteur agréé du pouvoir.

Les recherches étaient de plusieurs types. Outre des essais de culture en plein champ ou en milieu confiné de plusieurs espèces – blé, fraises, pommiers, tabac – génétiquement modifiées, qui focalisèrent l'attention, des études sociologiques étaient au programme. Elles ne firent réagir que peu de gens, mais les esprits critiques qui s'y penchaient avaient de quoi être furieux. Dans l'énoncé du volet « Légitimité, émotions, confiance et acceptation des plantes génétiquement modifiées », on lisait : « Les facteurs 'doux' tels que légitimité, craintes et confiance peuvent exercer une influence importante sur l'acceptation des PGM (plantes génétiquement modifiées) au sein de la population. La technique génétique ne pourra que difficilement s'imposer dans l'agriculture suisse sans cette acceptation. C'est pourquoi il importe de savoir comment ces facteurs influencent l'acceptation. » Était-ce le seul indice qui montrait une intention clairement orientée de faire plier l'opinion ? Non.

Un autre programme avait le vice particulier de chercher la brèche dans le refus en imaginant une plante génétiquement modifiée spécialement pour être acceptable sur le plan social, et en la créant réellement ! Le choix a été porté sur une plante de tabac qui devait produire une protéine utile contre l'hépatite C, car apparemment le tabac ne risque pas de causer une dissémination par le pollen, et car « des études européennes ont révélé que leur utilisation [des PGM] dans des desseins médicaux est (...) nettement mieux acceptée » que dans le secteur alimentaire. La « signification » de cette recherche est, selon ses auteurs, que « à l'avenir, les nouvelles plantes génétiquement modifiées doivent être mieux adaptées aux doutes et aux réserves, mais aussi

aux besoins de la population suisse »¹. C'était une recherche taillée sur mesure pour les besoins de la classe politique et de la caste des chercheurs, pour pouvoir dire qu'il peut exister de bons OGM.

Plus tard, au fil de l'avancement du programme, furent publiés une dizaine de numéros d'une lettre d'information – la newsletter – du PNR59, comprenant des articles écrits par les meneur-euses des recherches. On pouvait y découvrir avec effarement leur état d'esprit. Par exemple, on lisait dans le premier numéro la phrase machiavélique « Il s'avère aussi que les préférences d'aujourd'hui se laissent influencer dans le futur, lorsque le cadre juridique et les obstacles à l'entrée et à l'abandon sont connus dans tous les détails. » Autrement dit, il s'agissait d'un pari sur le forcing mental que constituerait l'anticipation (la préparation) de la levée de l'interdiction des OGM. Le deuxième numéro était le plus révélateur, et le plus révoltant. Notamment l'article « La confiance est plus importante que le savoir » qui commençait par la phrase « Quels facteurs contribuent à l'acceptation du génie génétique par la population? » et qui confirmait l'intérêt qu'il y a à communiquer sur des potentiels progrès médicaux pour « instaurer un climat de confiance », cibler les femmes qui seraient plus sensibles, etc... D'innombrables autres exemples venaient confirmer que le but n'était pas d'« informer le public de manière à ce que la discussion sur le génie génétique devienne objective » comme le disait Rainer J. Schweizer sur le site du PNR 59², mais qu'il y avait un parti pris assumé de « susciter l'approbation soumise de cette population » comme le dénonçait une lettre ouverte publiée par un collectif nommé « Action Généreuse contre les Chimères Transgéniques »³.

Les réactions à ce programme de recherche ont été contrastées. D'un côté la coalition des initiant-es StopOGM, qui mandatait des experts et des députés pour mener l'opposition officielle aux OGM par voie de lobbying – et invitait ses membres à payer leur cotisation, acheter le sac StopOGM et laisser agir ceux qui savent – affichait sa perplexité à travers des dénonciations molles et s'enfonçait dans des prises de position ambiguës comme : « De manière générale, j'ai été assez content des projets présentés lors de la conférence de presse (donnée la veille pour le lancement du PNR 59, ndlr). Je me réjouis donc que les recherches commencent! (...) Un OGM non alimentaire à des fins médicales serait, selon les chercheurs qui réalisent cette étude, plus facilement acceptable pour la population. Personnellement, je n'aime pas cet angle d'attaque. Cela donne le sentiment qu'il faut absolument trouver les arguments susceptibles de rendre les OGM acceptables. Je ne vois pas en quoi c'est nécessaire quand on privilégie l'approche au cas par cas... (...) Ce ne sont en tout cas pas les OGM qui sauveront les paysans. C'est plutôt le contraire. A moins que les cher-

¹ www.nfp59.ch/f_projekte.cfm

² www.nfp59.ch

³ « Une stratégie subtile de manipulation », in *Le Courrier* du 26.3.2010

cheurs ne rendent les transgéniques plus acceptables... Mais, pour l'instant, planter des OGM, alors que la population n'en veut pas, serait suicidaire. »⁴

D'un autre côté, face à cette pseudo-opposition qui tombait bêtement dans les pièges tendus par le programme de recherche, dont elle était en bonne partie responsable, apparut un autre mouvement d'opposition. Multiforme, aux tactiques et aux discours divers et souvent contradictoires, son dénominateur commun était de s'opposer aux recherches menées durant le moratoire. Il se concentra sur les essais de blé en plein champ qui constituaient l'aspect le plus visible et le plus symbolique du programme de recherche. Symbolique, notamment parce que dans d'autres pays européens ce genre d'essais avait été le champ d'une longue bataille ponctuée par de nombreuses destructions de cultures, clandestines ou publiques.

Chronologie non exhaustive de cette opposition :

- 15 mars 2008 : 400 personnes participent à un semis de blé dans le cadre de la campagne « Semer l'Avenir » dans le voisinage du champ d'essai de Reckenholz (Zurich), en opposition aux essais.
- Avril 2008 : le recours au tribunal des riverains opposé-es aux essais à Pully (VD) retarde les essais d'une année car il a un effet suspensif.
- 13 juin 2008 : environ 35 personnes masquées ouvrent les grillages de protection du champ de Reckenholz et détruisent une bonne partie des plants de blé génétiquement modifié.
- 5 avril 2009 : Un pic-nic anti-OGM, organisé par le comité « Pully sans OGM » devant le champ de Pully, réunit 300 personnes.
- 9-22 mai 2009 : une caravane cycliste anti-OGM parcourt la Suisse de Zurich à Lausanne. Une brochure est éditée à cette occasion : « Pourquoi nous disons non aux OGM et au programme national de recherche PNR59 ».
- 22 juin 2009 : des bouteilles contenant un « cocktail léthal »⁵ sont jetées à l'intérieur de l'enceinte du champ d'essai de Pully.
- Quelques jours après le sabotage du 22 juin, des affiches sont collées sur les murs de Pully et de plusieurs villes suisses, titrées « BRAVO à celles et ceux qui ont saboté le champ d'essai... » et donnant les raisons d'un refus radical des OGM⁶.
- 3 octobre 2009 : manifestation dans les rues et devant le siège de Monsanto à Morges (VD), organisée par le groupe pacifiste « Prudence OGM » qui empêche les autres manifestant-es de perturber la circulation ou de scander leurs propres slogans...

⁴ Sylvain Fattebert, secrétaire général de StopOGM, in Le Courrier du 30.5.2007

⁵ <http://ch.indymedia.org/demix/2009/06/70004.shtml>

- 20 mars 2010 : le comité « les semeurs de Pully » organise un semis de blé biologique non loin du champ d'essai, sur un terrain mis à disposition par la commune. Cette dernière fauche le blé bien avant la récolte prévue...
- Avril 2010 : le mur de soutènement sous le champ de Pully est sprayé « ICI ON MANIPULE ».
- 19-27 juin 2010 : une caravane cycliste anti-OGM parcourt la Suisse de Lausanne à Winterthur.
- 23 juin 2010 : de l'herbicide est aspergé sur le champ d'essai de Pully.⁷
- 29 juin 2010 : la maison du chercheur Wilhelm Gruissem est sprayée « NO GMO », une voiture et une moto de membres de sa famille sont endommagées.⁸



L'action la plus marquante fut certainement le fauchage du 13 juin 2008, encore souvent cité aujourd'hui lorsqu'il est publiquement question du moratoire. Il fut l'objet d'une condamnation sans équivoque de la part des « partisans du moratoire », la SAG (Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie) en Suisse allemande et StopOGM en Suisse romande. Ces derniers déclarèrent aussi suite à la première tentative de sabotage à Pully, après avoir commencé par renouveler leurs critiques vis-à-vis des essais : « Mais ce n'est pas une raison pour porter atteinte à l'intégrité de ces essais et StopOGM condamne fermement tout acte de vandalisme à leur encontre. Le vandalisme contre les essais de blé GM en plein air ajoute une composante malsaine au débat sur les OGM. Il empêche une critique circonstanciée et fondée des essais de

⁶ <http://ch.indymedia.org/frmix//2009/07/70208.shtml> & p.23

⁷ <http://ch.indymedia.org/frmix//2010/06/76552.shtml>

⁸ <http://ch.indymedia.org/frmix//2010/07/76641.shtml>

blé GM en plein air. »⁹ Cette action a aussi amené à un renforcement de la sécurité des sites d'essai de Reckenholz et de Pully, et des plaidoyers répétés des chercheurs – même sous forme de publication scientifique¹⁰ – pour la création d'un site protégé, que le parlement suisse s'empressa de leur fournir à Reckenholz.

A deux reprises, le gouvernement suisse prolongea le moratoire initialement prévu entre 2005 et 2010, d'abord jusqu'en 2013 pour « permettre d'attendre les résultats définitifs du Programme national de recherche en cours » puis jusqu'en 2017 pour « établir un rapport coûts-bénéfices ». Alors qu'avec la fin des essais en plein champ du PNR59 la vague d'opposition s'endormait, la polémique politico-médiatique entre partisans des OGM et partisans du moratoire s'achoppait autour des avantages ou désavantages économiques de la coexistence entre cultures OGM et non-OGM.



Le PNR59 avait en effet axé de nombreuses recherches autour de cette question, logique dans une société productiviste, allant du cadre légal nécessaire pour régler les inévitables cas de contamination

de champs par des OGM, jusqu'au développement d'un logiciel pour assister les agriculteur-trices dans la gestion de la coexistence... StopOGM, qui avait déjà accepté la défaite - « s'il faut se préparer à une levée de l'interdiction, ce sera en « resserrant les boulons » et en fixant un cadre très strict. (...) Durant la phase de consultation, StopOGM mettra son grain de sel pour que la coexistence proposée soit « adaptée à la réalité suisse ». »¹¹ – publia un communiqué déclarant que la coexistence n'était pas acceptable¹², pour finir par s'emmêler les pinceaux dans ses déclarations publiques : « Nous désirons (sic!) la création de régions avec OGM au sein d'une Suisse qui forme une grande « région sans OGM ». »¹³

⁹ Communiqué de StopOGM du 25.6.2009. Tous leurs communiqués sont disponibles sur leur site www.stopogm.ch. Par contre sur le site de la SAG alémanique, aucune mention n'est faite de quelque action de protestation que ce soit...

¹⁰ Romeis et al., « Fighting GM crop vandalism with a government-protected research site », in *Trends in Biotechnology*, 28.2.2013, « Plant biotechnology: research behind fences »

¹¹ Fabien Fivaz, président de StopOGM, in « Vers un retour des OGM ? », *La Liberté* du 31.1.2013

¹² Communiqué du 15.5.2013

¹³ Luigi D'Andrea, chargé d'affaires de StopOGM, in *Environnement* 4/2013, journal de l'OFEV (office fédéral de l'environnement)

Comme prévu, le comité du PNR59 publia son rapport final pendant l'été 2012, rédigé par les experts en communication du fonds national suisse de la recherche scientifique. Force était de constater que dans sa lettre ouverte publiée deux ans auparavant, Action Génèreuse contre les Chimères Transgéniques avait vu juste : « Sur la question des disséminations, nous doutons que vous alliez trouver quoi que ce soit : nous n'avons aucune confiance dans des recherches orientées en vue d'obtenir des résultats rassurants, permettant aux commanditaires (comme le Conseil Fédéral) ou d'autres groupes intéressés de faire passer le message « il peut exister de bons OGM ». » En effet, le communiqué de presse accompagnant le rapport final commence par : « Le Programme national de recherche «Utilité et risques de la dissémination de plantes génétiquement modifiées» (PNR 59) n'a mis en évidence aucun risque lié au génie génétique vert, que ce soit pour la santé ou pour l'environnement.¹⁴ Dans les conditions actuelles, pour l'agriculture en Suisse, le bénéfice économique de cette biotechnologie est modeste. A l'avenir, il pourrait toutefois s'améliorer, avec l'entrée en jeu de variétés combinant différentes caractéristiques, comme une résistance aux herbicides et aux maladies. »

On retrouvait là le terme absurde de « génie génétique vert », omniprésent dans les publications du PNR59, ce qui n'était guère étonnant car à cette époque, on ne se privait jamais d'une bonne couche de peinture verte pour donner à son produit une aura positive, pour peu qu'on eut bien retenu ses premières leçons de marketing. C'était même une orientation stratégique du programme, déjà dénoncée par des opposant-es qui s'insurgeaient de la participation de l'institut de recherche sur l'agriculture biologique au PNR59¹⁵, que de promouvoir les OGM comme étant plus adaptés à la culture biologique qu'à l'agriculture intensive¹⁶: « L'apparition d'effets indésirables sur les sites où sont cultivées certaines variétés transgéniques n'est pas une conséquence du génie génétique. Elle est due à de mauvaises pratiques agricoles (comme les monocultures) » disait le communiqué final. Comme si cette technologie n'existait pas que par et pour l'industrie des monocultures, on suggérait qu'elle n'attendrait que d'être associée à de « bonnes pratiques », ce qui offrait aux braves

¹⁴ C'était bien sûr un mensonge par omission, car de nombreux faits avaient déjà été constatés dans le monde : des disséminations incontrôlées dans l'alimentation et dans les champs, la réduction de la biodiversité, l'apparition d'adventices résistants et l'augmentation de l'usage des pesticides, des maladies graves sur des animaux de laboratoire nourris aux OGM. Il faut bien dire, sans aucune théorie du complot, que les scientifiques qui avaient voulu publier ces faits avaient été systématiquement discrédité-es, privé-es de publication, voire licencié-es.

¹⁵ Action Génèreuse contre les Chimères Transgéniques, « Comment préparer la contamination », in *Le Courrier* du 15 juin 2010

¹⁶ «La technologie génétique pourrait offrir de nombreux avantages à l'agriculture suisse, affirme de son côté Wilhelm Gruissem, professeur à l'Institut des sciences des plantes de l'EPFZ. Ainsi, elle pourrait réduire la quantité de pesticides utilisés et apporter une solution au problème du surplus des fertilisants dans les terrains. Le fait d'opposer l'agriculture biologique et les OGM est une erreur» (...). Selon lui, la technologie génétique, si elle est utilisée dans le cadre d'une agriculture qui respecte l'environnement et qui vise à limiter au maximum l'usage de produits chimiques, pourrait contribuer à la croissance du secteur biologique. «Je suis convaincu que les consommateurs comprendraient. Il faudrait cependant leur expliquer quels sont les avantages des OGM. C'est pour cela que je suis favorable à un dialogue entre la science et la population et que je m'oppose aux interdictions», déclare-t-il. » Andrea Tognina, *swissinfo*, 8.11.2005

chercheurs suisses l'avantage de dire qu'« ils n'ont pas été en mesure d'établir des effets négatifs [des PGM étudiées] sur les insectes utiles, les microorganismes ou la fertilité des sols », autrement dit sur les facteurs essentiels d'une agriculture basée sur des sols vivants. Ainsi, les méchantes industries étrangères faisaient l'erreur de vendre des OGM à de mauvais agriculteurs étrangers, alors que les braves chercheurs suisses montraient au monde la voie vers le génie génétique vert au service de l'agriculture durable. Amen.

On pouvait aussi apprécier dans ce rapport final les recommandations issues des études sociologiques, à savoir flatter le désir de « liberté de choix » chez les consommateurs-citoyens et jouer sur la peur de l'avenir en distillant l'espoir en la recherche pour nous sauver. De même, on devinait une intention du gouvernement de réorganiser l'agriculture en zones de production spécialisées, certaines particulièrement productivistes là où les conditions de culture et la faiblesse de la contestation s'y prêtaient, et flatter les régions d'opposition avec le privilège de devenir des « zones sans OGM » misant sur la qualité, stratégie déjà choisie par certain-es opposant-es.

Le clou du spectacle était le paragraphe suivant : « Des études du PNR 59 sur les répercussions environnementales, il ressort le fait suivant: ce n'est pas le procédé d'obtention qui devrait être prépondérant, mais les propriétés de la variété destinée à l'agriculture. Concernant leurs répercussions écologiques, économiques et sociales, les PGM devraient être donc comparées aux plantes conventionnelles (c'est-à-dire non issues du génie génétique). Cette façon de procéder est particulièrement recom-



mandée, car les nouvelles PGM sont presque impossibles à distinguer des plantes obtenues de manière conventionnelle. De fait, un traitement particulier des PGM apparaît de plus en plus discutable d'un point de vue scientifique. »¹⁷ C'est là qu'on se souvint que depuis le début de la commercialisation des OGM agricoles, les firmes qui en produisaient s'étaient battues – avec succès mis à part en Europe – pour le principe d'« équivalence en substance » selon lequel aucune réglementation spécifique, aucun test spécifique ne devrait être imposé à ces produits du génie génétique. C'est donc là aussi qu'on put mesurer à quel point les chercheurs-euses suisses, parés de leur supposée neutralité, étaient en fait inféodés à l'idéologie des industriels.

Enfin les auteurs souhaitaient que l'État accorde aux paysan-nes les paiements directs « en fonction des répercussions écologiques de la culture d'une variété donnée, qu'elle soit issue ou non du génie génétique », ce qui voulait dire que si une variété génétiquement modifiée était considérée par la planification étatique comme nécessaire pour des raisons écologiques, l'usage d'une autre variété – qui par exemple s'accompagnerait dans certaines situations d'épandages de pesticides – pourrait causer des pénalités financières. On voyait où menaient la non-distinction des OGM et leur « utilité écologique » : pour les cultivateur-trices, il ne serait pas question de « liberté de choix », mais de contrainte.

La fabrication du consentement que dénonçait Noam Chomsky dans le contexte étasunien¹⁸ passait en Suisse par la fabrication du consensus. En marge du programme national de recherche, des experts y contribuèrent en publiant un livre¹⁹ nommé « OGM pour ou contre » où le premier prenait la posture du Pour et le second du Contre, pour finalement se mettre d'accord : ils sont « d'avis que la recherche doit se poursuivre et que l'exploitation des OGM doit être acceptée en l'entourant d'une grande vigilance, plutôt que de l'affliger d'un moratoire. ». Pour finir, avec l'argumentaire rarement politique, surtout technique et économique, bref les incohérences des partisans du moratoire, on pouvait conclure que « ce petit monde (...) a prétendu s'opposer aux OGM en négociant des conditions acceptables à leur mise en place. Il a, en fait, travaillé à désarmer les raisons d'une colère et les moyens d'une contestation. »²⁰ Cependant une lueur d'espoir persistait, par exemple quand le vil Jacques Neiryneck affirmait : « Les autorités ont peur de la population, qui ne veut

¹⁷ Le « de plus en plus » était cocasse quand on savait qu'un OGM récent comme le SmartStax cumulait huit modifications génétiques : des résistances à deux herbicides et la production de six protéines insecticides – une véritable usine biochimique.

¹⁸ N. Chomsky, E. Herman, « La Fabrication du consentement - De la propagande médiatique en démocratie », éd. Agone, 2008

¹⁹ J. Neiryneck, P. Roch, « OGM, pour ou contre : Le débat », Jouvence, 2010. Jacques Neiryneck est député démocrate-chrétien et professeur à l'école polytechnique et a joué un rôle crucial dans la commission parlementaire qui a préparé la loi sur le génie génétique, Philippe Roch est l'ancien directeur de l'Office Fédéral de l'Environnement et référence de l'écologisme en Suisse.

²⁰ Quelques ennemis du meilleur des mondes, OGM : fin de partie, 2004, <http://infokiosques.net/spip.php?article204>

pas d'OGM »²¹. Se pût-il que l'investissement mis par l'État dans la sociologie et le processus démocratique ne portât pas ses fruits ?

Venons-en au présent. Que faire pour enrayer cette fabrication du consentement ? Au moins deux éléments semblent indispensables. D'une part, un discours clair et radical doté d'une argumentation fondée, porté avec persévérance dans l'espace public, qui démonte les mythes comme celui du progrès technique, de la neutralité scientifique ou de la bonne gouvernance. D'autre part, une résistance concrète à travers des actions directes à même de saboter l'avancement de la technocratie et du capitalisme, que ceux-ci se déploient à travers des chimères transgéniques ou à travers d'autres dispositifs. Cette histoire a en effet bien montré à quelle impuissance pouvait nous mener la délégation politique généralisée. De manière générale, il faut que l'opposition se réveille. <



²¹ In « Vers un retour des OGM ? », La Liberté du 31.1.2013

à celles et ceux
qui ont saboté
le champ
d'essai de blé
génétiquement
modifié
à Pully...

bravo!

Parce que ce programme de recherche « publique » ne fait que préparer l'introduction des OGM en Suisse. Parce que les Plantes Génétiquement Modifiées ne servent que les intérêts de l'agrobusiness. Parce qu'on sait déjà que les contaminations et les catastrophes sanitaires sont inévitables avec les OGM. Parce que nous voulons une agriculture autonome et écologique. Parce qu'on nous prive des choix de société en les réduisant à des questions techniques réservées aux expert-e-s. Parce que la seule manière de refuser vraiment la technologie qui asservit le vivant est de la détruire.

Protected site ¹ – une forteresse aux abords de Zurich

Au printemps 2014, aux alentours de Zurich, à Affoltern pour être précis, une forteresse d'un genre nouveau a été érigée. Une forteresse sans donjon ni muraille, constituée simplement de champs entourés de barbelés – mais équipée de détecteurs de mouvement, de caméras de surveillance, avec des chiens de garde et des patrouilles 24 heures sur 24. Ces champs sous haute surveillance sont des terrains d'expérimentation sur des plantes génétiquement modifiées (PGM). C'est un espace de contrôle total, où le moindre mouvement est enregistré, non seulement dans les champs et tout autour, mais aussi sur ce qui y pousse. Un contrôle total du vivant, jusqu'au code génétique.



Le chemin jusqu'à la forteresse

En Suisse, on a connu quelques cultures de PGM en plein champ : d'abord menés par Agroscope sur des pommes de terre, à Changins, de 1991 à 1992, puis en 2004 à Lindau (ZH) sur du blé transgénique résistant à la carie du blé, et enfin, de 2008 à 2010, à Pully et à Reckenholz, dans le cadre du programme national de recherche 59,

¹ Site protégé en français.

sur du blé résistant à l'oïdium. Tous les essais en plein champ ont été accueillis par des manifestations, des occupations de terres, des actions de fauchage volontaire², etc. En réaction, les mesures sécuritaires s'alourdissent de plus en plus – le premier essai en plein champ, en 1991, était à peine sécurisé. Après l'action de fauchage de 2008, à Reckenholz, où une grande partie du blé transgénique a été arraché, les mesures sécuritaires sont passées à la vitesse supérieure et ont abouti à la forteresse actuelle. Cependant, ce site protégé a une importance qui dépasse largement les aspects sécuritaires : en effet, outre le blé transgénique, dont les essais doivent se poursuivre de 2014 à 2018 sous l'égide de l'université de Zurich, il est destiné à héberger tous les essais d'OGM³ à venir.

Un besoin créé de toutes pièces

En mars 2014, une conférence de presse a marqué le lancement du nouveau site protégé. Divers intervenants de l'université de Zurich, d'Agroscope, de la confédération, du canton de Zurich et de l'Union suisse des paysans (seule organisation non gouvernementale à avoir été invitée) se sont exprimés au sujet du site protégé et des essais prévus. Les discours soulignaient avec force la « neutralité » de la science et le



souhait de donner aux chercheur-euses une latitude maximale ; le tout construit autour de l'argument selon lequel il existerait une « bonne » science des OGM et une mauvaise. Mme Isabel Hunger-Glaser, docteure et secrétaire de la Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique, a eu des mots qui résument précisément l'état d'esprit général et qui peuvent être traduits comme suit : « le génie génétique est une technique ; il n'est donc, en tant que tel, ni bon ni mauvais. Comme pour toutes les techniques, tout dépend de ce qu'on en fait »⁴.

Pour nous, il est clair qu'il n'existe pas de bon génie génétique ! Toute modification d'un gène est une atteinte grave aux écosystèmes, ayant des conséquences imprévisibles, visant à contrôler la « nature », et à l'exploiter encore mieux.

² Le fauchage volontaire est une action qui consiste à arracher de manière ciblée les cultures de plantes génétiquement modifiées d'un site expérimental. C'est donc l'expression la plus conséquente du mouvement contre les PGM.

³ Organisme génétiquement modifié. Ce terme recouvre aussi bien les plantes que les animaux ou les bactéries.

⁴ *Die Protected Site ermöglicht Biosicherheitsforschung mit gentechnisch veränderten Pflanzen in der Schweiz.* Traduit du discours donné par Mme Isabel Hunger-Glaser, docteure et secrétaire de la CFSB, lors de la conférence de presse du 19 mars 2014.

Mme Hunger-Glaser poursuit en substance : « la société compte sur le développement de nouveaux produits qui permettraient une agriculture durable, où le recours aux pesticides et autres substances dommageables pour l'environnement serait aussi restreint que possible. Le génie génétique est une méthode de culture moderne qui contribuerait à atteindre cet objectif »⁵. Voilà donc que le génie génétique reçoit un habillage écologique. Mais comme cela ne suffit pas, Mme Hunger-Glaser laisse entendre dans son discours que la population suisse serait favorable aux OGM. L'existence d'un moratoire sur les OGM⁶, les nombreux sondages réalisés sur la question, les diverses manifestations et actions de sabotage montrent toutefois une autre réalité. C'est donc là une manière subtile d'imposer à la population une opinion qui n'est pas la sienne.

Le rôle de l'Union suisse des paysans

Ce que l'Union suisse des paysans – plutôt critique envers le génie génétique, en tant que seule organisation non-gouvernementale – a perdu lors de cette conférence sur le site protégé est tout à fait discutable. Cette organisation, qui aimerait bien jouer le rôle de l'opposition, demande la prolongation du moratoire, sans toutefois se poser contre le génie génétique. Au contraire, elle s'est même prononcée pour la recherche sur les PGM en exigeant que celle-ci obéisse à des « pratiques qui apportent une réelle plus-value à l'agriculture »⁷. Ces déclarations sont du pain béni pour les institutions et les entreprises qui rêvent de garnir les champs suisses de plantes génétiquement modifiées. Agroscope, qui gère le site protégé de Reckenholz, reçoit ainsi de facto l'appui de l'Union suisse des paysans pour ses prochains essais sur plantes transgéniques en plein champ, prévus à partir de 2015.

Où en est la résistance ?

L'affectation d'un site permanent aux essais en plein champ sur des PGM s'est déroulée sans un battement de cils. Les derniers essais, de 2008 à 2010, s'accompagnaient encore d'un mouvement de contestation émanant de tous horizons et allant jusqu'à des actions de sabotage. Or un site permanent mériterait une attention autrement plus appuyée que des essais limités dans le temps. Que s'est-il donc passé ?

Si les accusations d'Agroscope ont trouvé un écho propre à faire passer les anti-OGM, pourtant conséquents dans leurs actions de fauchage, pour des vandales apolitiques, cela ne suffit pas à expliquer l'apathie de tout un mouvement, pourtant

⁵ Ibid.

⁶ Moratoire sur les OGM : interdiction limitée dans le temps – à l'origine de 2005 à 2010 – de cultiver et d'importer des OGM. Le moratoire a été prolongé par le gouvernement suisse à deux reprises : d'abord jusqu'en 2013, afin d'attendre les résultats définitifs du Programme national de recherche, puis jusqu'en 2017, en vue de « tirer un bilan coût-bénéfices » sur les PGM.

⁷ *Die Erwartungen des Schweizer Bauernverband an die Forschung mit gentechnisch veränderten Pflanzen in der Schweiz* ? Exposé de M. Egger à la conférence de presse du 19 mars 2014.

présent avant le moratoire. Ce moratoire ne serait-il pas la cause du problème ? Il est limité dans le temps et il autorise la recherche, ce qui constitue un compromis déjà trop important pour le mouvement anti-OGM. D'une part ce dernier se repose sur les lauriers d'une victoire à court terme ; d'autre part il a manqué de cohérence dans son opposition aux plantes transgéniques, pour des raisons tactiques, en laissant le champ libre à la recherche.

Une longue hibernation

Le moratoire a muselé les voix de l'opposition. Comme les plantes transgéniques sont interdites dans les champs suisses, quand bien même ce serait pour une courte durée, le mouvement anti-OGM ne peut plus porter de coups à ce niveau. Et personne n'a voulu s'attaquer à la sacro-sainte recherche, car les risques de s'y brûler les doigts ont été perçus comme trop importants. Autrement dit, l'opposition n'a plus de prise et il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre la fin du moratoire, ce qui a enfoncé le mouvement dans un long sommeil hibernatoire qui perdure aujourd'hui.



La recherche était censée livrer des réponses sur les risques et les avantages de la culture de PGM en Suisse. Le PNR 59⁸ avait promis de rester objectif et d'examiner tous les aspects de la question – agricoles, écologiques, économiques, juridiques, sociales... Peut-être même que certain-es opposant-es espéraient y trouver des arguments contre les PGM. Sans penser que la recherche serait un moyen de préparer le terrain pour le transgénique dans l'agriculture suisse, les chercheur-euses étant étroitement lié-es aux géants de l'agro-alimentaire. C'est ainsi que l'on a pu lire sur le site de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) : « Au vu des résultats du Programme

⁸ Programme de recherche national 59 intitulé « Utilité et risques de la dissémination des plantes génétiquement modifiées ». Ce programme devait fournir des informations afin de savoir s'il fallait ou non autoriser les PGM en Suisse à la fin du moratoire et, si oui, à quelles conditions. Le programme est désormais terminé ; ses conclusions ont été publiées à l'été 2012.

national de recherche 59, le Conseil fédéral est d'avis que des plantes génétiquement modifiées doivent pouvoir être cultivées en Suisse, à l'issue du moratoire »⁹. Si cela ne tient qu'au Conseil fédéral, la culture de PGM sera donc autorisée dès 2017.



La recherche, un temple sacré à démolir

Si nous voulons tirer des leçons de ce triste chapitre du mouvement anti-OGM, il nous faut nous attaquer à la recherche. Un site protégé permanent est une avancée extrêmement importante pour les partisans des OGM. C'est là que de nouvelles sortes de plantes transgéniques peuvent être élaborées, testées et multipliées. Sous le libellé *Neue Optionen für die Schweizer Landwirtschaft*¹⁰, Agroscope veut par exemple mener des recherches « orientées vers les applications ». Dès lors qu'Agroscope recevra l'autorisation des offices compétents – et l'expérience montre que cela ne posera pas de problème –, trois autres essais de cultures transgéniques auront lieu dès 2015 sur le site protégé :

- pomme de terre « cisgénique », variétés résistantes au mildiou, développées à l'université et centre de recherche de Wageningen (Pays-Bas) ;
- pommiers transgéniques censés être résistants à la tavelure et au feu bactérien ;
- blé transgénique censé être résistant à la fusariose ;

⁹ Site de l'OFAG : <http://www.blw.admin.ch/themen/00011/01581/index.html?lang=fr>

¹⁰ « De nouvelles options pour l'agriculture suisse ». D'après le document Protected Site am Standort Reckenholz : *Leistungen und geplante Versuche*, une présentation du Dr Michael Winzeler, lors de la conférence de presse du 19 mars 2014.

- sans compter la poursuite des essais en cours sur des variétés de blé résistant à l'oïdium, développées à l'université de Zurich.

Le site protégé est conçu comme un centre de compétence européen de génie génétique et doit promouvoir la Suisse en tant que site de recherche. C'est en tout cas l'avis exprimé par M. Rolf Gerber¹¹, directeur de l'office de l'agriculture et de la nature du canton de Zurich : « le canton de Zurich est un site important pour la recherche sur les plantes génétiquement modifiées et doit de ce fait se soucier de créer des conditions favorables à la recherche »¹². La recherche telle que pratiquée sur le site protégé d'Agroscope constitue un obstacle sur le chemin vers un monde sans OGM et sape les bases de communautés fondées sur la solidarité.

Réveillons le mouvement anti-OGM par notre lutte contre le site protégé. La mise en place de ce site est un jalon important vers la dissémination d'OGM dans les cultures. La contestation doit sortir de sa léthargie et agir sans attendre afin de pouvoir se battre énergiquement, à partir de 2017, contre la commercialisation des plantes génétiquement modifiées en Suisse. La lutte contre le site protégé peut devenir la première étape d'un combat plus vaste contre le contrôle totalitaire sur notre vie en particulier et sur le vivant en général. <

Résistons au contrôle totalitaire sur notre vie, résistons au génie génétique, résistons au site protégé de Reckenholz !

¹¹ M. Rolf Gerber est ingénieur agronome diplômé de l'EPFZ. Outre ses fonctions au sein de l'office de l'agriculture et de la nature du canton de Zurich, il intervient au sein d'Agroscope en tant que membre du groupe d'experts ART (Agroscope Reckenholz-Tänikon) et fait partie du conseil de fondation de l'institut de recherche de l'agriculture biologique.

¹² Traduit d'après *Die Haltung des Zürcher Regierung*. Présentation de M. Rolf Gerber, directeur de l'office de l'agriculture et de la nature, lors de la conférence de presse du 19 mars 2014.

Des blouses blanches et de leur neutralité

La science autonome, pure, sans conditions préalables ni jugement de valeur: c'est l'idéal que décrit Aristote. Ou, autrement dit, une science qui serait synonyme de connaissance, neutre et objective, indépendante des intérêts et passions humaines. Cette image idéale a résisté au temps, ou a été maintenue consciemment jusqu'à aujourd'hui. Mais elle ne correspond pas vraiment à la réalité.

C'est ce qu'illustrent les propos du professeur Beat Keller (professeur à l'Université de Zurich et responsable des essais en plein champ de 2014-18 sur le blé génétiquement modifié à Reckenholz/ZH): «Pour nous, les agriculteurs bio et les petits agriculteurs conventionnels qui travaillent avec des méthodes classiques ne sont pas des partenaires de recherche possibles en vue du financement des projets.¹» Cet exemple met en évidence qu'une recherche sur un certain sujet ne devient intéressante que quand les résultats font miroiter suffisamment d'argent. La culture céréalière



¹ Interview avec M.Keller publié en allemand dans le journal „bioaktuell“ 1/14 (à trouver sur www.bioaktuell.ch)

biologique brasse moins d'argent que la biotechnologie et le brevetage du vivant, elle est donc moins intéressante. Ce n'est pas une recherche neutre, des intérêts économiques y sont prépondérants. Pourtant, dans le même interview M. Keller dit: « Ce qui prime pour nous, c'est d'arriver à de nouvelles conclusions fondamentales concernant le fonctionnement d'une plante. » Avec ces propos il tente de couvrir l'intérêt économique de ce projet par la blouse blanche de la neutralité pour en voiler les vraies motivations.

Mais commençons ailleurs... La science classique, qui s'est développée entre le 17e et le début du 20e siècle, a émis une idée de la causalité où tous les mouvements sont enchaînés les uns aux autres. A la base de cette conception d'un monde complexe se trouvait une ressemblance entre les conditions du travail humain et des lois de la nature. Si on veut comprendre des phénomènes isolés, il faut les sortir de cet enchaînement et les observer séparément. Mais cela fait qu'un de ces mouvements enchaînés paraît comme cause et l'autre comme effet. Or, dans la nature rien n'existe isolément! Pour pouvoir néanmoins obtenir la connaissance de certains aspects, il faut donc négliger méthodiquement l'enchaînement.

« On néglige le monde, parce qu'il le faut, et, ne pouvant appliquer la mathématique aux choses à un moindre prix, on l'applique au prix d'une erreur infinie. »
Simone Weil

Le résultat de cette logique est nécessairement que les sciences naturelles traitent les êtres vivants (plantes/animaux/êtres humains) comme des choses, sorties de leur environnement et des liens complexes qu'ils entretiennent avec lui.

Ainsi, non seulement on dénie leur autonomie et leur liberté, mais il est même inévitable qu'on soit tenté de les leur enlever, étant donné qu'on peut les manipuler comme des choses.

Le laboratoire, c'est l'utopie réalisée d'un savoir réduit aux choses, un endroit artificiel et abstrait. Ici, on peut jouer avec les « lois de la nature » sans les obstacles de la nature. Tous les éléments « irrationnels et perturbants » peuvent être éliminés. En laboratoire, en contrôlant les conditions préalables, on peut éliminer les enchaînements complexes et changeants et les chercheurs qui réalisent l'expérience deviennent l'unique cause du phénomène observé. Il faut s'avouer qu'ainsi une réalité a été fabriquée, même si on voulait seulement observer la réalité. Une « erreur infinie » est née et se perpétue. Ainsi la dissolution de l'esprit scientifique a commencé et les idéaux d'une science neutre ne sont plus que des ruines sans aucun sens. Or, les chercheurs s'efforcent de mettre en avant la splendeur des anciens idéaux et de faire comme s'ils les suivaient réellement. Car ce n'est qu'en portant la blouse blanche de la neutralité que la science peut jouer son rôle au sein du capitalisme.



Le capitalisme a besoin d'une science qui permette de prévoir, gérer et optimiser la production. Par exemple, à partir de matières premières pures et stables (conditions préalables), pouvoir prévoir précisément la qualité et la quantité du produit final. Si la nature est trop complexe pour ça, on va la travailler pour la simplifier: réduire la biodiversité, drainer, irriguer ou fertiliser les terrains pour qu'ils soient tous équivalents, etc... Et mesurer le résultat avec la lorgnette réductrice du modèle simplifié (p.ex. le rendement commercial qui ne voit pas la globalité de ce qui est produit ou détruit).

Avant la découverte de l'ADN, les effets de la science avaient des conséquences moins profondes. A partir du moment où un organisme a été modifié en laboratoire, la biotechnologie a démarré une expérience d'une envergure sans égale, ce qui veut dire tout sauf une expérience.

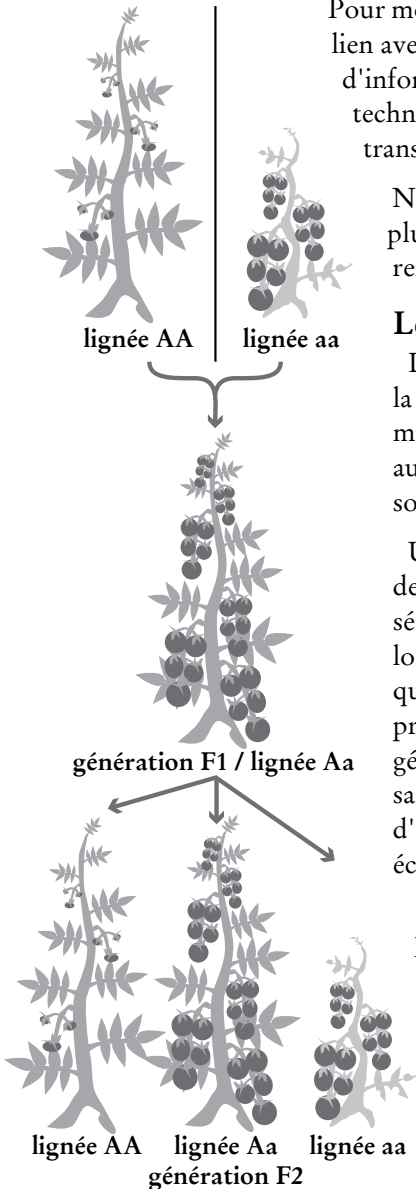
Les chercheur.ses sont tout à fait conscient.e.s du fait que tout ce qu'elles ont créé en laboratoire n'est qu'un monde artificiel. Pour que les choses créées dans ce jeu de construction génétique puissent être évaluées comme formes de vie, il faut les ramener à la nature, où elles vont réintégrer les liens avec leur environnement. C'est exactement pour cela que la science a besoin des soi-disant « essais en plein champ » ultra-protégés comme à Reckenholz. Mais il reste complètement incompréhensible ce qu'une plante génétiquement modifiée plantée en plein champ et reliée à l'environnement aurait à voir avec une « expérience ». Soit les expériences sont confinées dans leurs laboratoires mais ne permettent pas de conclusions sur les conséquences que leur diffusion aurait sur la nature, soit elles ne sont pas confinées ce qui signifie qu'elle ne sont plus des expériences mais des actions qui agissent sur le monde (par exemple par la contamination de céréales ou de graminées sauvages par les blés génétiquement modifiés) et qui ne sont plus réversibles! Ce qui est présenté comme une « expérience » est en réalité un fait accompli et irrévocable. Certaines personnes dis-

ent que nous devrions attendre les résultats des expériences pour pouvoir décider de la légitimité de notre résistance. Mais ce serait oublier que nous sommes les cobayes de ces expériences.

Certain.e.s opposant.e.s au génie génétique essaient de faire croire que tout allait pour le mieux dans les régions rurales avant qu'on pense à cultiver des plantes génétiquement modifiées. Or, comment peut-on s'opposer au génie génétique parce que la nature est modifiée, sans s'opposer à l'agroindustrie qui traite les plantes et animaux comme des machines? La société industrielle ne peut pourtant avoir d'autre agriculture que celle-ci, qui est la base et le moteur de la civilisation qu'il faut remettre en question si nous rêvons d'une vie libre, loin de toute domination. <



Les OGM et les autres...



Pour montrer l'absurdité de la réalité agricole actuelle en lien avec le débat sur les OGM, il nous paraît nécessaire d'informer sur l'utilisation tacite et autorisée d'autres techniques qui, n'étant pas très différentes de la transgénèse, sont tout autant à remettre en question.

Nous allons ici tenter d'expliquer, de la manière la plus compréhensible et accessible possible, différentes technologies de production de plantes.

Les hybrides

L'hybridation, découverte il y a un siècle, est la plus vieille des méthodes décrites ici. C'est le maïs hybride qui a été développé en premier, et aujourd'hui la plupart des légumes sur le marché sont des hybrides.

Une semence hybride est issue du croisement de deux lignées différentes « père » et « mère », sélectionnées pour donner une plante productive lorsqu'on les croise sur une génération, mais pour que si on resème les graines issues des plantes de première génération, on obtienne une deuxième génération qui a perdu ses caractéristiques intéressantes et est donc invendable. Le but affiché est d'améliorer les variétés, le but réel est de les rendre économiquement stériles.

On produit donc pendant plusieurs années deux lignées différentes, qui sont croisées seulement avec elles-mêmes. Ainsi, on obtient deux lignées consanguines pures avec des propriétés spécifiques. A cause de la consanguinité les plantes sont souvent très estropiées. En croisant ces deux lignées, les propriétés héréditaires sont combinées. Les propriétés négatives sont re-

couvertes par les gènes dominants et la nouvelle génération (F1) est plus grande, plus forte, très homogène et combine les propriétés des deux lignées. L'image montre deux lignées de tomates, une avec une bonne croissance des plantes (AA) et une avec des gros fruits (aa). La génération F1 réunit ces deux propriétés. Mais chez ses descendants (la génération F2) les propriétés se scindent à nouveau. Les paysan.ne.s doivent racheter chaque année des semences.

Transgénèse

Modification du génome d'un être vivant par intégration d'un ou de plusieurs gènes qui lui sont étrangers. Pour produire un OGM par transgénèse, trois méthodes principales sont utilisées.

Transformation par agrobacterium tumefaciens

Agrobacterium tumefaciens est une bactérie qu'on trouve dans le sol, qui rajoute naturellement à des plantes un gène qui cause la formation indésirable de tubercules aux racines ou aux branches. On modifie génétiquement cette bactérie, de façon à ce qu'elle introduise le gène que l'on désire dans la plante à transformer lorsqu'elle l'infecte.

Transformation par biolistique

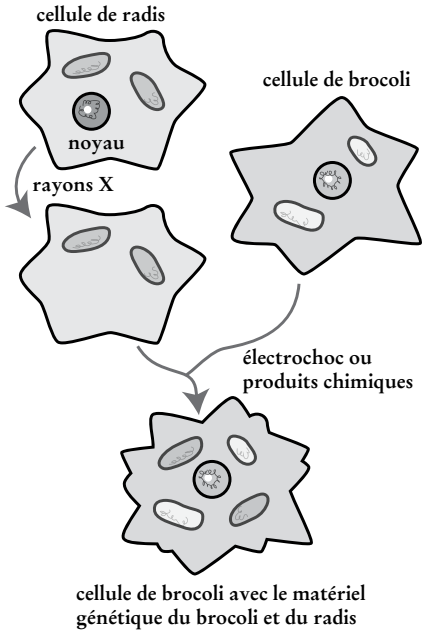
La transformation par biolistique est une méthode de génie génétique purement mécanique. Un gène est fixé sur des particules de tungstène ou d'or et propulsé à haute vitesse dans la cellule grâce à un « canon à ADN ». Étant donné que les particules sont très petites, la cellule et ses membranes ne sont presque pas endommagées. Cette méthode permet de modifier génétiquement toutes les espèces de plantes.

Transformation de protoplastes

Pour la transformation de protoplastes on extrait une cellule de la plante et on la réduit par différents procédés compliqués à la plus petite entité viable, les protoplastes. Une courte décharge électrique rend la paroi perméable et un gène étranger à l'espèce peut pénétrer dans l'ADN. Mais il est très difficile de cultiver des nouvelles plantes à partir de protoplastes.

Cisgénèse

Processus de génie génétique qui permet de transférer artificiellement des gènes entre des organismes étroitement apparentés (de même espèce) qui pourraient être croisés selon des méthodes de croisement classiques, en utilisant les mêmes techniques que la transgénèse, afin de choisir « précisément » les caractères modifiés du nouveau cultivar et d'accélérer la recherche. Le préfixe cis-, par opposition à trans-, signifie que la barrière des espèces n'est pas franchie. Ces OGM sont actuellement régis par les mêmes réglementations que la transgénèse.



Les hybrides à CMS

La CMS signifie « Stérilité Mâle Cytoplasmique » et a été découverte en 1960 chez le maïs. Cette technique peut être produite « naturellement » par des procédés de sélection mais dans les dix dernières années elle a le plus souvent été produite « artificiellement » en laboratoire. La production d'hybrides à CMS sera illustrée par le brocoli. Pour obtenir des brocolis grands, compacts et homogènes, on fusionne en laboratoire une cellule de radis avec une cellule de brocoli. La cellule de radis est d'abord traitée par des rayons X ou de la radioactivité, pour que le noyau meure, et elle transmet ensuite la stérilité au brocoli. Les brocolis mâles deviennent stériles et ne produisent plus de pollen. Pour fusionner la cellule de brocoli et la cellule de radis sans noyau, celles-ci sont traitées par des électrochocs ou des produits chimiques.

Le résultat est une cellule de brocoli qui contient et le génome du brocoli et le génome du radis. La technique à CMS est très proche de la transformation de protoplastes qui est juridiquement considérée comme de la transgénèse. Mais curieusement, comme on ne fusionne pas des protoplastes mais des cellules végétales entières, la loi sur le génie génétique suisse (2014) ne qualifie pas d'OGM les hybrides à CMS...

La mutagenèse aléatoire

Cette technique consiste à exposer des cellules végétales à des agents énergétiques (rayons gamma, rayons X...) ou chimiques afin de les faire muter, puis de sélectionner les mutants qui ont des propriétés profitables. Elle n'est pas nouvelle, les premiers tournesols mutés à haute teneur en acide oléique ayant été créés en 1976. Aujourd'hui, il est difficile de trouver sur le marché des tournesols non mutés. Les plantes créées par mutagenèse ne sont pas soumises aux lois sur les OGM.

Les nouveaux OGM non transgéniques

Les protéines TALENs (« méganucléases ») développées par la fondation Two Blades permettent de modifier le génome de plantes en le coupant à un endroit précis. Pioneer, Monsanto, Syngenta et Bayer CropSciences ont déjà signé des contrats de licence pour l'exploitation de cette technologie, par exemple pour créer des maïs

mâles stériles (Pioneer). BASF et Pioneer misent sur la « mutagénèse dirigée par oligonucléotides » pour introduire des mutations ponctuelles dans des zones ciblées, et créer les tournesols Clearfield, respectivement le colza Express Sun, résistants à des herbicides. Ces nouvelles biotechnologies, parmi d'autres, diffèrent de la transgénèse en ce qu'elles n'intègrent pas de gènes d'autres espèces dans celles qui sont modifiées. La clique de l'agrobusiness exerce un lobbying intense pour qu'elles ne soient pas soumises à des procédures « coûteuses et chronophages » comme les autres OGM, alors que les enjeux sont les mêmes.

Source : Les citoyens face à l'explosion des techniques de biotechnologies, StopOGM infos, septembre 2014, www.stopogm.ch/images/stories/STOPOGM/Stopogm_info/infos_56_web.pdf.

La biologie de synthèse

La biologie de synthèse est la création de toutes pièces d'organismes vivants artificiels (bactéries, micro-organismes, virus, micromachines, etc.) dont l'ADN est assemblé comme un mécano. L'assemblage est piloté par ordinateur. L'imagination et la fabrication en laboratoire de systèmes biologiques qui n'existent pas dans la nature. L'industrie compte utiliser les micro-organismes artificiels pour produire les carburants, plastiques, médicaments et substances chimiques de demain, et a déjà commencé à s'approprier la « biomasse » des pays du Sud pour cela. D'autres de ces organismes sont censés servir de capteurs pour détecter des polluants dans l'environnement... Aussi, inventer des virus pathogènes à des fins militaires sera bientôt plus facile que de les isoler dans la nature. Ce nouveau secteur est considéré comme une priorité par les gouvernements. Les généticiens qui en sont les pionniers parlent d'évolution et de sélection « dirigées » et de « déployer une biodiversité artificielle », et assument que leurs créations pourraient concurrencer leurs pairs naturels si on les lâche dans l'environnement. <

Sources : Alerte à la biologie de synthèse & aux aliens de demain, Pièces et main d'œuvre, 2013, www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=415 ; Biomassacre – La biologie synthétique menace la biodiversité et les modes de subsistance, ETC Group, 2011, http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/publication/pdf_file/biomasters_FRE_v3.pdf.



De la résistance aux OGM à l'insurrection sociale contre la domination

Différents textes de cette brochure approfondissent la problématique des OGM, ce texte-ci cherche lui à soulever quelques questions qui vont au-delà.



OGM et autres nuisances...

Les organismes génétiquement modifiés sont une des nuisances les plus largement répandues de notre époque (sont désignées par le terme « nuisances », ces technologies de pointe dont l'effet sur la terre et les êtres vivants n'est pas calculable). Quelques multinationales nous volent nos moyens de subsistance vitaux avec leurs brevets et patentes. Des paysan_nes du monde entier sont ainsi poussé_es vers une totale dépendance par quelques exploitateur_euses les obligeant à acquérir/acheter leur semences tout comme leur engrais et leur pesticides/insecticides, détruisant leurs terres. Une large autonomie alimentaire est ainsi empêchée, jusqu'à la contamination totale, rendant impossible toute autonomie locale ou individuelle.

Mais le soi-disant progrès technologique est déjà bien plus avancé. Les nanotechnologies utilisent la planète entière comme laboratoire, ainsi que nos vies et nos besoins vitaux.

Mensonges de spécialistes

Si les OGM ont été présentés et vendus comme la solution à la famine mondiale, il n'est pas besoin aujourd'hui d'un grand esprit critique pour déconstruire ce mensonge flagrant. Même certains scientifiques, dans leur pseudo-neutralité, ont émis ces critiques depuis des années, ce qu'elles ont payé avec la perte de leur postes et d'autres amendes payées aux défenseurs de l'existant.

On ne trouve pas uniquement de tels exemples dans le domaine des OGM mais aussi dans celui des nanotechnologies, lorsque chez ces humains drapés de blanc fleurit soudainement un bourgeon de conscience.

Ces messieurs-dames, ayant profité et contribué à la destruction de la planète et au développement du contrôle durant des années, ne nous intéressent que peu. Il n'est pas étonnant que celui ou celle qui mord la main qui remplit son compte en banque de généreuses sommes, ne puisse espérer continuer à mener sa vie privilégiée avec les mêmes hauts standards.

Le moratoire en Suisse

Laissons de côté les scientifiques usant d'un peu d'esprit critique, ou même se plaçant en « rupture » avec la logique destructrice du capitalisme tout en se faisant une vie agréable avec l'argent déjà gagné. Il y a encore d'autres sauveurs autoproclamés : les politicien_nes (particulièrement les partis de gauche ou les verts), les lobbys écologistes et ainsi de suite...

Si avec le moratoire sur les OGM l'on a pré-mâché une prétendue sécurité aux citoyen_nes préoccupé_es en leur assurant quelques années de paix face aux méchants OGM, on a parallèlement ouvert grand la porte aux partisan_es des OGM afin de leur laisser du temps pour peaufiner leur propagande de manière encore plus perfide. Qui voudrait encore d'un moratoire si dans d'autres pays tout marche à merveille avec les « belles nouvelles technologies » ?

Outre un excellent exemple du non-sens démocratique, la contamination ne sera à coup sûr pas arrêtée par les frontières d'État.

Cela devient également visible au « Protected Site » à Reckenholz, dans la manière dont les risques sont évalués par les gérants de l'endroit. Là bas, une zone de sécurité ridicule avec des plantes non génétiquement modifiées est censée protéger de la contamination. Et pour se protéger de la « critique » extérieure, le site est surveillé 24 heures sur 24.

Action directe contre les OGM

Là où ça devient intéressant, c'est quand nous parlons de gens qui refusent de déléguer leur vie aux politicien_nes ou de sacrifier leur propre conscience à une science calquée sur l'économie.

Des personnes conscientes qu'il ne peut y avoir de changement que si nous pouvons décider librement de notre vie de manière autonome et nous auto-organiser pour des actes individuels ou en affinité collective. Comme c'est le cas pour les actions de libération de champs qui ont lieu depuis des années.

Pendant l'année 2008 par exemple, de telles actions de sabotage de champs OGM ont eu lieu à Reckenholz, dans divers pays d'Europe comme l'Allemagne ou la France, jusqu'aux Philippines et sur presque tous les continents de la planète.

Des aspects de la domination...

Les OGM sont pourtant uniquement un aspect isolé de la société existante qui a besoin de telles nuisances. Partout, notre environnement naturel, les animaux non-humains, nos rapports sociaux ainsi que notre personne sont manipulés par des mécanismes économiques, sacrifiés en offrande aux vautours du capitalisme et contrôlés, enfermés ou détruits par les États.

La domination se densifie et ce n'est pas uniquement visible avec les OGM. On trouve des mécanismes de surveillance similaires à ceux utilisés sur le « Protected Site » à Reckenholz, dans d'autres domaines urbains, villes ou villages. Des couches entières de la population sont chassées avec la gentrification des quartiers pauvres et populaires qui seront tapissés de caméras, temples de la consommation et organes répressifs.

...et de la répression qui va avec

Il est manifeste que les structures dominantes qui garantissent l'exploitation mondiale n'autorisent pas de résistance remettant en question l'autorité et l'oppression dans sa globalité. La démocratie, qui se trouve être momentanément la meilleure forme de domination pour les intérêts du capitalisme, se prête parfaitement à la diffamation d'une telle résistance globale contre toutes les formes d'autorité. Car qui pourrait bien remettre en question « le meilleur de tous les systèmes de société jusqu'à présent »?

Leur réponse serait sûrement quelque chose entre « terroristes », « criminel_les », et « malades mentaux ». A cela suivra le traitement approprié pour chaque personne osant attaquer ce système dans son ensemble. Ce n'est pas un secret qu'en Suisse, l'internement est utilisé pour les personnes qui ne se laissent pas opprimer et qui résistent, contrairement aux affirmations des médias de masse et de quelques imbéciles

qui dans leur propagande paranoïaque (surtout pour l'internement à vie, mais aussi pour le « petit internement » ou les mesures psychiatriques) focalisent toute leur argumentation/justification sur les crimes sexuels et très violents.

On tente d'enfermer à jamais comme psychiquement malades des personnes qui suivent selon leurs possibilités, politiquement ou dans leur propre environnement social, des chemins révolutionnaires, incompatibles avec l'exploitation et l'oppression.

C'est là la priorité principale de la répression et donc aussi des États démocratiques : la séparation des individus. Non pas que cela soit une nouveauté, le principe « diviser pour mieux régner » étant depuis des siècles la devise des dominants.



Pour chaque mouton un bouc émissaire adéquat

Que ce soit donc dans les prisons, les centres psychiatriques ou sur des lieux de travail hautement spécialisés, entre ses quatre murs à soi, au sein de la famille, etc... le spectacle politique offre à chaque personne un bouc émissaire adéquat. Peu importe que ce soient les étrangers et étrangères, les requérant_es d'asile (principales cibles en Suisse), les homosexuel_les, des politicien_nes d'autres partis, des marginaux, toutes couleurs confondues, les bénéficiaires de l'aide sociale, certains PDG ou certaines grandes entreprises, il y en a pour tout le monde, l'essentiel étant que ni la domination, ni l'autorité ni le capitalisme ne soient remis en question dans leur entier.

Plus l'on nous sépare – nous en tant qu'individu_e isolé_e n'avons déjà plus que le choix entre l'une ou l'autre des merdes proposées – plus nous devenons pauvres de véritables liens sociaux, ceux-ci ayant depuis longtemps été numérisés ! Et où cela n'a pas encore été fait, se trouvent d'innombrables institutions (étatiques ou non) à disposition, nous rendant encore plus aliéné_es de nos liens sociaux déjà largement dégénérés.

C'est là un point fondamental que j'aimerais souligner. Plutôt que de se reposer sur les institutions, les États ou encore l'économie et tous ses pantins, il est nécessaire que nous comprenions la technologie des OGM comme un aspect de la totalité du système de domination dans lequel nous vivons.

Contre les OGM vers un monde libre de toute autorité

Mes motivations de me battre contre les OGM sont bien plus profondes que d'empêcher Monsanto de nuire ! Non ! Je veux ma vie en retour avec mes besoins fondamentaux avant qu'elle ne soit totalement détruite ! Je veux être un individu libre qui, se basant sur l'affinité et la libre association, se joint à d'autres individus, que nous puissions bâtir ensemble un monde dans lequel nous pouvons nous épanouir en tant qu'êtres libres et solidaires. Dans un tel monde il n'y a pas de place pour l'exploitation ou l'autorité ! Ni pour les OGM ou d'autres technologies !

Si nous laissons derrière nous le spectacle de la politique et que nous nous organisons avec celles et ceux dont nous partageons les perspectives d'abattre les OGM, fondamentalement et sans compromis, il va se dessiner qu'il s'agit d'un tout. Qu'il faut des soulèvements sociaux pour faire vaciller les constructions de rapports de domination et d'exploitation. Je suis persuadé que les OGM ne seront détruits que lorsqu'une révolution sociale prendra forme avec l'objectif d'un monde sans autorité.

Un individu anarchiste

<



Bibliographie

Textes francophones:

Pourquoi nous disons non au OGM et au programme national de recherche PNR59 (Action généreuse contre les chimères transgéniques)

<http://espaceautogere.squat.net/infokiosk/editions/nonauxogm.pdf>

Le vivant, la machine et l'homme. Le diagnostic historique de la biologie moderne par André Pichot et ses perspectives pour la critique de la société industrielle (B. Louart)

<https://sniadecki.wordpress.com/2013/06/07/louart-vmh/>

Quelques éléments d'une critique de la société industrielle (B. Louart)

<http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/2/61/97/51/Quelques--l-ments-d-une-critique-de-la-soci-t--industrielle/QECSI.pdf>

OGM – Fin de partie (Quelques ennemis du meilleur des mondes)

<https://infokiosques.net/spip.php?article204>

La guerre au vivant. OGM et mystifications scientifiques (J.-P. Berlan et al.), éd. Agone, 2001.

Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces et autres textes de René Riesel parus aux Editions de l'Encyclopédie des Nuisances (Paris)

Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999 (R.Riesel) <https://infokiosques.net/spip.php?article384>

Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer (Encyclopédie des nuisances) <https://infokiosques.net/spip.php?article377>

Risorse in italiano:

Terra Selvaggia - pagine anticivilizzatrici

Resistenze al Nanomondo

www.resistenzealnanomondo.org

Manifesto della coalizione contro ogni nocività

<https://collafenice.files.wordpress.com/2009/09/manifesto-ultimo-completo.pdf>

Deutschsprachige Texte:

Teilübersetzung der «Encyclopédie des Nuisances»

Bemerkungen zur genmanipulierten Landwirtschaft und der Erniedrigung der Arten
<http://www.nadir.org/nadir/archiv/Gentechnik/Kritik/remarques/index.html>

Teilübersetzung der «Quelques éléments d'une critique de la société industrielle» (Einige Elemente einer Kritik an der Industriegesellschaft)

Gestern – Heute - Morgen : Wissenschaft und Kapitalismus

<http://www.forumcivique.org/de/artikel/gestern-heute-morgen-wissenschaft-und-kapitalismus>



L'intention de ce recueil de textes est de ressortir la question du génie génétique du placard, alors que le moratoire sur les OGM en Suisse est parvenu à calmer les esprits. Il s'agit de rompre le silence et la tranquillité qui entourent les expériences menées aujourd'hui et de dénoncer le rôle de la recherche scientifique. A quoi bon prétendre stopper les OGM alors que les disséminations et la poursuite de la recherche et du développement s'accordent pour nous mettre devant le fait accompli ?

Au-delà des problématiques propres à la situation suisse, ces textes veulent stimuler une discussion plus large et plus globale qui pourrait être une base pour des pratiques de lutte.

La Suisse se profile comme un terrain précieux pour les nouvelles technologies (bio-, nano-, neuro-, etc ...) et leur acceptation. Une solide expérience de la fabrication du consentement en milieu démocratique vient s'ajouter à des moyens abondants et des professeurs éminents. Ici comme ailleurs, les institutions et l'économie sont si imbriquées que seuls comptent les intérêts monétaires, masqués par l'aura du Progrès. Les chercheurs n'ont pas de scrupules à s'appropriier le vivant et prétendre ainsi résoudre tous les problèmes sociaux. Avec le déferlement des nouvelles technologies génétiques que nous présentons ici, on perçoit que la transgénèse n'était que le début d'une guerre pour le contrôle de tout ce qui vit. Nous voudrions tirer des leçons des luttes passées et contribuer à une remise en cause plus radicale de ce qui nous a mené à cet approfondissement de la domination.

Abattons les clôtures du champ du contrôle, saccageons-le et semons-y les graines de l'auto-détermination !